

Le, 31 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BUTAGAZ**

47-53 rue Raspail  
92300 Levallois-Perret

Références : CL/CL/2024/M\_32  
Code AIOT : 0024600036

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement BUTAGAZ implanté La Teppe des Tremblais 71240 Sennecey-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La connaissance de chaque séquence d'accident, incident ou presque accident est précieuse pour alimenter le retour d'expérience, qui est un des leviers d'amélioration continue de la sécurité, en permettant d'identifier des besoins d'évolution de la réglementation, ou en sensibilisant les exploitants par la diffusion d'analyses identifiant des bonnes pratiques (synthèses du BARPI par exemple).

La conduite de ce travail d'identification des causes des événements doit être une priorité des exploitants ; les données de l'inventaire 2021 des incidents et accidents montrent que, si le taux de connaissance des perturbations à l'origine des accidents atteint 90 % dans les établissements Seveso (contre 70 % toutes ICPE confondues), le taux de connaissance des causes profondes est, quant à lui, de 39 % dans les établissements Seveso (contre 33 % pour toutes les ICPE confondues). Ces chiffres montrent qu'une progression est encore nécessaire dans ce domaine. Le Gouvernement a donc proposé de cibler une partie des inspections SGS de l'année 2023 sur cette thématique. L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

Raison sociale : BUTAGAZ

Régime : Autorisation

Adresse : La Teppe des Tremblais 71240 Sennecey-le-Grand

Statut Seveso : seuil haut

Code AIOT : 0024600036

IED : Non

La société BUTAGAZ exploite sur la commune de Sennecey-le-Grand (71) un stockage souterrain de GPL et les installations de transfert associées.

Du fait de la nature et du volume de ses activités, le site est autorisé par arrêté préfectoral au titre du code minier depuis le 19 septembre 2001.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Système de gestion de la sécurité : accidentologie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Existence SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 6
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 7
5	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5
6	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 23/11/2023, article R. 512-69

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de gestion de la sécurité mis en place par l'exploitant à Sennecey-le-Grand est de nature à satisfaire les exigences réglementaires applicables en matière d'accidentologie.

## 2-4) Fiches de constats

*(pages suivantes)*

## N° 1 : Existence SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Un système de gestion de la sécurité existe. Il repose sur un corpus de pratiques, de procédures, de procédés, d'outils défini dans le document de référence intitulé "Gérer et améliorer le HSSE", référencé SE.RE/EH.01 (maj 3).
<b>Observations :</b> Ce point n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Recensement des événements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I, point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des performances
<b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
<b>Constats :</b> Les modalités relatives à la remontée des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse sont décrites dans la procédure référencée SE.PG/HE.01 (maj 4) intitulée "Procédure de remontées d'informations Accidents et Incidents". Ces informations suivent un processus de communication interne et sont traitées par le responsable HSSE de l'activité concernée afin d'établir la gravité de l'évènement, potentiellement significatif, à l'aide d'une matrice (RAM), si besoin avec le concours du service HSSE. Basé à Rognac (13), ce service mutualisé avec d'autres dépôts du groupe centralise l'ensemble des compétences relatives à la gestion des mesures de maîtrises des risques propres aux activités de stockage et de transfert de GPL.  Dans les faits, deux personnes en poste à Sennecey-le-Grand peuvent notifier au service central de Rognac un accident majeur ou un accident évité de justesse : le chef de dépôt et son adjoint technique. Pour cela, deux médias sont susceptibles d'être employés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il s'agit d'une défaillance matérielle, y compris celle touchant aux mesures de maîtrise des risques, l'exploitant renseigne le logiciel de GMAO dénommé Altair ;</li><li>- s'il s'agit d'une défaillance humaine ou organisationnelle, le logiciel Easy Risk (naguère GIRS).</li></ul> Les mesures de maîtrise des risques peuvent être composées exclusivement d'éléments techniques. Elles peuvent également avoir une composante humaine, c'est à dire être constituées en tout ou partie d'opérations réalisées par l'homme visant à s'opposer à l'enchaînement d'évènements susceptibles d'aboutir à un accident. L'évaluation de la défaillance de la barrière humaine, de la barrière technique ou de celle composée d'un mix des deux est assurée par le service central de Rognac. Toutefois, si une anomalie est liée à la caverne, il est fait appel à l'expertise de Geostock, prestataire spécialisé dans l'exploitation de stockages souterrains.

Depuis 2021, aucun accident ou presque accident n'est à déplorer sur le site.
<b>Observations :</b> L'équipe d'exploitation à Sennecey-le-Grand est réduite et bien soudée. Elle est assistée par un service basé à Rognac doté des moyens techniques et humains propres à gérer efficacement l'analyse et le traitement des événements susceptibles d'apparaître sur les sites d'exploitation.  L'inspection a bien noté l'intention de l'exploitant de mettre à jour à court terme certaines procédures de son SGS, notamment pour prendre en compte les évolutions logicielles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des défaillances
<b>Prescription contrôlée :</b> Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.  Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).  À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.
<b>Constats :</b> En cas de dysfonctionnement d'une mesure de maîtrise des risques, l'exploitant met en œuvre des modes de marche équivalents de façon exceptionnelle. En l'absence de tels modes, l'installation est mise en sécurité.  Pour les mesures de maîtrise des risques propres à la caverne, les dispositions à prendre en cas de défaillance devant être validée par les experts Geostock, l'exploitant n'a pas prévu de modes de marche équivalents. L'installation est de facto mise en sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Audits et revues de direction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Audits et revues de direction
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique

de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
<b>Constats :</b> Le SGS est évalué à l'aide d'audits croisés réalisés chaque année. L'ensemble des points du système est partagé entre trois entités distinctes puis audité par elles : deux prestataires extérieurs et le service qualité de Butagaz. Ainsi, chaque entité est en mesure d'évaluer intégralement le SGS tous les trois ans.  Les résultats de ces audits sont synthétisés en revue de direction annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion des situations d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.  Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<b>Constats :</b> La gestion des situations d'urgence prônée à Butagaz se veut plutôt conservatrice : toute personne, y compris de l'extérieur au personnel de l'établissement, en cas de situation inhabituelle ou d'urgence, est incitée à déclencher la mise en sécurité du site.
<b>Observations :</b> Cette réponse réactive n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. Toutefois, selon une approche prédictive, l'exploitant pourrait également envisager des situations de crise qui pourraient remettre en question fondamentalement le fonctionnement normal du site pour une période donnée, comme l'indisponibilité du système informatique, une fuite de mercaptan, etc.  L'objectif de cet élément du SGS est de définir une organisation permettant de prendre en charge immédiatement les actions liées à un événement indésirable tout en garantissant le bon fonctionnement du reste des activités non touchées directement par cet événement mais pouvant être perturbées par celui-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/11/2023, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Information de l'IIC des accidents/incidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

**Constats :**

Pour satisfaire cette prescription, l'exploitant explique s'appuyer l'échelle européenne des accidents industriels prise pour l'application de la directive Seveso.

**Observations :**

Cette échelle permet, en outre, une lecture aisée des critères pour évaluer si l'on est en présence d'un accident majeur au sens de ladite directive, mais également de faire la distinction entre accident et incident selon la définition apportée par la DGPR pour l'application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant pourrait décrire cette procédure dans son SGS.

**Type de suites proposées :** Sans suite